

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
2 décembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 2 décembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué commun publié par les Gouvernements de la République de l'Ouganda et de la République du Rwanda, concernant la réunion que la Commission permanente mixte Ouganda/Rwanda a tenue à Kampala les 21 et 22 novembre 2002 et les décisions qu'elle a adoptées à l'issue de cette réunion (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de l'Ouganda
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Matia Mulumba **Semakula Kiwanuka**



**Annexe à la lettre datée du 2 décembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué commun

1. À l'invitation de la République de l'Ouganda, la Commission permanente mixte Ouganda/Rwanda s'est réunie à Kampala les 21 et 22 novembre 2002. La délégation rwandaise était conduite par S. E. M. Charles Murigande, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale. La délégation ougandaise était conduite par S. E. M. J. F. Wapakabulo, troisième Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères. Les deux chefs de délégation étaient accompagnés de ministres, de secrétaires permanents et d'autres hauts fonctionnaires.
2. La Commission permanente mixte a passé en revue les divers domaines de coopération entre les deux pays : commerce, industrie et tourisme; douanes et finances; sécurité des frontières et immigration; santé; accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile; éducation; énergie; transports et communications; condition féminine et participation des femmes au développement; fonction publique et emploi; agriculture et élevage.
3. Les deux délégations ont pu constater que les mesures prises récemment, y compris les contacts réguliers au plus haut niveau, avaient créé un climat de confiance qui avait permis de rétablir des relations bilatérales dans toute la mesure possible. En conséquence, la coopération se normalisait progressivement dans les divers domaines.
4. Pour consolider les acquis déjà obtenus, la Commission permanente mixte a décidé :
 - a) De créer un sous-comité technique mixte qui sera chargé d'étudier, de façon détaillée, des dispositions pour la régularisation des échanges commerciaux entre les deux pays et de soumettre des propositions à ce sujet dans un délai de trois mois;
 - b) De développer la coopération et les contacts dans les domaines des douanes et des finances, y compris les échanges réguliers de données d'expérience et d'informations;
 - c) D'ordonner la reprise immédiate des réunions périodiques par les autorités frontalières pour examiner de temps à autre les problèmes qui se posent à l'échelon local;
 - d) De créer, en collaboration avec le HCR, un comité composé de représentants de l'Ouganda et du Rwanda pour étudier des dispositions visant à encourager le rapatriement librement consenti des Rwandais réfugiés en Ouganda et les mettre en oeuvre;
 - e) De réexaminer le mémorandum d'accord sur la coopération dans le domaine de l'éducation, qui est arrivé à expiration, en tenant compte des réformes que les deux pays ont engagées dans ce domaine;
 - f) D'encourager l'installation d'une ligne de transport à double circuit entre Mbarara et Gikondo dans le cadre d'un projet régional qui vise à assurer au Rwanda un approvisionnement supplémentaire en électricité;

g) D'harmoniser et de faire appliquer les mesures de sécurité routière, y compris les limitations de vitesse et autres réglementations relatives à la circulation sur le réseau routier du couloir septentrional;

h) De développer les mécanismes de coopération en place dans le domaine de la sécurité;

i) De créer un comité mixte chargé d'élaborer et de proposer des mécanismes appropriés pour régler la question du statut des artisans ougandais qui travaillent au Rwanda;

j) D'échanger des données d'expérience et des informations sur les activités policières, la promotion du rôle de la femme, la réforme de la fonction publique, les communications et les maladies transfrontières.

5. Les deux délégations ont souligné la nécessité de promouvoir la coopération et l'intégration régionales en tant que catalyseurs pour la croissance et le développement de leurs pays respectifs.

6. En ce qui concerne la sécurité, de façon générale, les délégations ont souligné l'attachement de leurs deux pays à la paix et à la sécurité sur le plan bilatéral et au niveau régional. À cet égard, elles se sont engagées à échanger des renseignements sur tous les groupes de dissidents et les demandeurs d'asile qui représentent un danger pour la coopération bilatérale et régionale.

7. La délégation rwandaise a remercié le Gouvernement ougandais de son hospitalité et de l'accueil qu'il lui a réservé durant son séjour en Ouganda.

8. La prochaine réunion de la Commission permanente mixte se tiendra au Rwanda à une date qui sera convenue d'un commun accord par la voie diplomatique normale.

Fait à Kampala, le 22 novembre 2002.

Pour la République de l'Ouganda
Le troisième Vice-Premier Ministre,
Ministre des affaires étrangères
(Signé) J. F. **Wapakabulo**

Pour la République du Rwanda
Le Ministre des affaires étrangères
et de la coopération régionale
(Signé) Charles **Murigande**